

Pas toujours agréable, lorsqu'on est au pouvoir, d'être remis en question par l'opposition, pourtant élue par la population. Mais n'est-ce pas le jeu, ma bonne dame ?

Donc, pour museler le problème, quoi de mieux que de le prendre à la base car, depuis 1996, les élus d'opposition possèdent un droit d'expression dans « La Gazette ». Cela signifie que les conseillers du groupe « L'Humain d'abord ! » remettent chaque mois un texte pour le tout petit espace qui leur est dévolu. Bien entendu, nul ne peut toucher au contenu proposé, sauf illégalité notoire.



Jean-Marie FONTAINE
Conseiller municipal

ON « COPIE » ? CHICHE !

Dans l'édition parue début décembre, nos quelques lignes ont été relues d'un œil tellement attentif qu'il fait plutôt penser à celui qu'on passe au-dessus de l'épaule d'un voisin pendant un examen !

Donc, nous lisons, dans le texte du groupe majoritaire, une réponse aux critiques que nous exprimons dans la colonne voisine, parfois même avec nos propres mots ! Lisez, vous verrez... L'auteur aurait pu avoir la décence de faire semblant de l'avoir découvert dans le journal en attendant un mois... non ? Et le tout en se drapant dans la toge de la justice pour la leçon de morale : « Le droit d'expression de l'opposition municipale est un droit fondamental » (SIC), etc.

Bravo pour l'indélicatesse...

Mais si le groupe majoritaire récupère de bonnes idées en « pompant » nos textes et en mettant en place ce que nous y proposons, soyons magnanimes, nous voterons ces projets... Chiche ?

Au sommaire

- Une nouvelle arme pour... licencier !
- Les chômeurs, derniers de cordée...
- La merveille des merveilles : le BHNS
- Soit dit entre nous :
 - T'as vu St-Nicolas ?
 - Allez, Ouste !
 - Bonne année quand même !
 - Boire ou trier
 - C'est quoi ces anneaux, Seigneur ?
- Les impôts ? « C'est pas nous ! »
- LENS : S.O.S Hôpital



Une nouvelle arme pour... licencier !

L'Humain d'abord!



Après la chaîne de prêt-à-porter Pimkie, qui a renoncé à son projet (*du moins, pour un temps...*) après s'être heurtée au refus des syndicats, c'est au tour de PSA d'utiliser une ordonnance Macron pour licencier low-cost. Le constructeur automobile prévoit de supprimer 1 300 postes en 2018 par une « *rupture conventionnelle collective* ». Ce nouveau dispositif peut être mis en œuvre au bon vouloir de la direction, même sans réel motif économique. Les salariés, pour leur part, ne bénéficieront ni du dispositif d'accompagnement renforcé dans leur retour à l'emploi, ni d'un reclassement en interne, comme le prévoit un « *plan de sauvegarde de l'emploi* ».

Il paraît que ce nouveau dispositif offrira l'avantage au constructeur de pouvoir embaucher immédiatement après les suppressions de postes. Vous y croyez, vous ?

Alors que le groupe PSA a affiché en 2016 un bénéfice net en hausse de 79 % à 2,15 milliards d'euros, ne risque-t-on pas de voir plutôt une explosion des contrats précaires quand on constate que 8 000 intérimaires travaillent déjà sur les sites et que 26 000 emplois en CDI ont été détruits depuis 2012 ?

Les chômeurs : derniers de cordée...

L'Humain d'abord!

Après son anniversaire luxueux à Chambord avec un dîner au château et un séjour dans un gîte quatre étoiles, monsieur Macron prend des vacances au ski... Grand bien lui fasse : les quelque 3000 Harnésiens qui se battent chaque mois avec le seuil de pauvreté apprécieront !

Cependant, le Président n'aurait-il pas dû attendre d'avoir ôté ses après-ski et d'avoir chaussé ses pantoufles de l'Elysée pour annoncer qu'il souhaitait faire contrôler les chômeurs et qu'il n'était pas contre en faire éventuellement rayer un certain nombre des prestations ! Sympa comme annonce de Noël pour sans doute les plus fragiles des Français... Il faut dire qu'il a dû rencontrer sur les pistes enneigées des conseillers « *premiers de cordée* » qu'il affectionne. **Eux ne seront pas contrôlés mais aidés... comme d'habitude.**

La merveille des merveilles : le BHNS

L'Humain d'abord!

Voilà que dans l'actualité surgit « la merveille des merveilles » : le BHNS (bus à haut niveau de service). Difficile d'ignorer cette arrivée. Les quelque 170 chantiers en cours et leur lot de tracasseries sont là pour nous le rappeler. Car le quotidien des riverains et des automobilistes s'apparente déjà parfois au jeu de piste.

Mais comme personne n'y comprend quoi que ce soit au circuit conçu par les cerveaux de l'opération, pas plus qu'à celui de l'intérêt de la chose d'ailleurs, nous attendrons de voir dans quel labyrinthe nous jettent les grands esprits qui réfléchissent au devenir du transport urbain... mais le font-ils vraiment ?

Devant le scepticisme ambiant, un élu majoritaire s'est cru autorisé l'argument écologique. Qu'il nous explique donc le pourquoi du choix du *diesel-hybride* pour équiper les 40 bus ultramodernes commandés.

On espère simplement que ce service de bus à haut niveau de service, ne connaîtra pas le brillant avenir de celui de la Martinique comme le rapporte le Canard enchaîné dans son édition du 3 janvier. Dans ce beau département, 14 bus à 1 million d'euros pièce — *c'est le coût unitaire des bus commandés chez nous* — « tournent à vide sur le fond de querelles liées au budget de fonctionnement »...

Chez nous, à moins d'avoir le bon sens de choisir la gratuité comme l'ont proposé à de multiples reprises les élus du groupe communiste et républicain à la CALL, ils risquent bien de ne pas faire le carton. Idée pourtant pas si idiote que cela quand on sait que les recettes de billetterie ne représentent que 10% du coût du réseau et que des grandes villes, telles que Dunkerque et Niort, ont déjà opté pour ce fonctionnement. Mais si, au moins, nos futurs BHNS roulent correctement — *ce qui reste à vérifier tant les surprises jalonnent les travaux d'aménagement de la voirie* — nous dirons que le gâchis sera déjà moindre. A suivre....





T'AS VU ST-NICOLAS ? — C'était un beau rendez-vous que cette St-Nicolas harnésienne. Un moment festif, un temps de rencontre, une belle vitrine pour nos associations locales... St-Nicolas, le patron des enfants, faisait un peu rêver. De St-Druon à St-Martin...

Signe des temps, c'est un passage express, tout juste symbolique qu'il aura fait en décembre dernier. Discret le gaillard, presque gêné de se présenter si pingre devant les Harnésiens. Mieux fallait, dans ces conditions, s'éclipser discrètement et laisser le terrain libre, et le micro, au Père fouettard. N'est-il pas seigneur du lieu ?

Et comme à la table d'hôte ne figurait au seul menu qu'un cassoulet-frites, le repas s'annonçait vraiment indigeste...

ALLEZ, OUSTE ! — La suppression brutale des contrats aidés jette à la rue nombre de bénéficiaires.

Ces contrats, précaires et sous-payés, permettaient cependant de remettre le pied dans le monde du travail, d'accéder à des formations et surtout de ne pas se sentir inutile dans une société où le travail est si difficile à trouver.

Et les 32 contrats aidés harnésiens ?



BONNE ANNÉE QUAND MÊME ! — Décidément, les vœux du Maire ne font plus recette ! 45 minutes d'un discours parsemé de sous-entendus incompréhensibles, devant une assistance de plus en plus clairsemée... Tout cela pour entendre dire qu'il n'y a pas eu d'augmentation d'impôts, que tout va bien à Harnes et que c'est mieux qu'avant...



BOIRE OU TRIER. — Dans la rubrique « *on fera tout nous-même* », la CALL vient d'apporter, avec l'année nouvelle, sa petite obligation. La collecte du verre ne se fera plus au porte à porte, mais en dépôt dans des bornes réparties dans les communes. Quid des personnes âgées ou de celles ne disposant pas de moyen de locomotion autonome ?

Un service de moins donc, à classer aussi au registre des économies mesquines et de la casse des services au public.

C'EST QUOI CES ANNEAUX, SEIGNEUR ? — Bon, promis, on ne reviendra pas sur le splendide et coûteux cadeau de la Région, alors socialiste, que représente pour les finances locales le complexe sportif Maréchal. Les dizaines de spectateurs passionnés de Volley, et réguliers, en apprécient justement le confort. Et les sportifs pareillement l'espace.

On oubliera donc le coût élevé de l'aménagement des abords et du fonctionnement. D'autant que, sûr de sûr, de Harnes... toute la planète va un jour en parler puisque, par la magie de cette salle, nous serons l'égal des plus grands. Sur le sommet de l'Olympe... C'est pour 2024 avec Paris ! Harnes sera « *base-avant* », après avoir failli être « *base-arrière* » pour les JO de Londres 2012 pour lesquels la subvention avait été accordée en... 2012 et la salle inaugurée en... 2015 !

Peut-être... Du moins, monsieur Le maire l'espère. Et on investit. Voilà déjà quelque 3 000 euros dépensés sur les budgets 2017. Réception, pin's, banderoles et un nouveau drapeau flottant devant la mairie. Au vent de l'espoir ?

Les impôts ? « C'est pas nous »...

A chaque occasion, le Maire déclare à qui veut bien encore l'écouter, notamment à l'envi lors de la récente cérémonie des vœux : « *sans augmentation de la fiscalité* ». A l'examen de nos derniers avis de taxe d'habitation, cela apparaît vrai pour la part communale mais alors, comment se fait-il que les Harnésiens aient payé davantage d'impôts ?

Pour exemple, en 2015, le fisc nous indique que les pourcentages de la Commune et de la Communauté d'agglomération sont restés identiques à 2014. Certes, mais la contribution a augmenté de 40 % car les bases fixées par l'Etat — donc par le gouvernement socialiste — se sont envolées !

En 2016, les dites bases restent stables mais nous payons encore plus ! Là, c'est l'intercommunalité qui a forcé la dose (+ 23,23 %). C'est pas nous, c'est eux, pourrait se défendre notre maire s'il n'était lui-même vice-président de la CALL à majorité socialiste. En 2017, pour une fois, c'est vrai ! Personne n'a fait flamber l'impôt. Mais n'est-ce pas une année électorale ? Bon sang, mais c'est bien sûr.

Et, au fait, les tarifs de la restauration scolaire et de l'accueil périscolaire pour des gens qu'on a déjà spolié d'une partie de leur APL, qui les a augmentés sinon la commune ? Et tout ça, pour ramener à peine 6 000 euros dans les caisses de la ville, 6 000 euros qui seront vite dépensés dans des opérations de communication et de prestige.

Depuis novembre, l'hôpital de Lens n'accueille plus les malades atteints de pathologies pulmonaires, dirigés vers d'autres structures, Béthune ou Arras, déjà largement surchargées. Une fois de plus le service public de proximité est mis à mal dans une région qui détient le triste record du taux de mortalité. Une fois de plus, la santé est sacrifiée sur l'autel de la rentabilité !

Notre région, 3^{ème} la plus peuplée de France avec 6 millions d'âmes ne possède que deux centres hospitaliers universitaires (Lille et Amiens) alors que la moyenne est de un par million d'habitants. Et pourtant l'association des communes minières prônait la création d'un CHU à Lens vu la population du territoire Béthune, Lens, Arras, soit plus de 710 000 habitants.

Et on nous parle de collaboration et de fusion de l'existant, méthode de gestion des temps modernes qu'adore le grand capital ! On nous fait croire que tout ira mieux dans le meilleur des mondes en additionnant les compétences alors que ce système n'entraîne que réduction du nombre de lits, souffrance des personnels et des malades relégués dans les couloirs des urgences déjà bien encombrées...

Et pourtant les beaux oiseaux qui nous gouvernent, nous annoncent le printemps avec deux grands projets retenus au niveau national, à Nantes et - oh miracle - à Lens. Nous devrions être ravis, mais quand on y regarde de plus près, 990 millions d'euros pour 1200 lits seraient accordés aux Nantais, et seulement 250 millions et 650 lits pour Lens (contre 1000 aujourd'hui) : l'hôpital « low-cost » !

Et ce alors que la population, vieillissante, aura de plus en plus besoin d'une médecine publique de proximité. Et que dire des 30 % de la population en recherche d'emploi, déjà fragilisés ? Les chiffres apparaissent de plus en plus alarmants : on se soigne mal, voire pas du tout, faute de moyens et l'avenir ne prescrit pas de jours meilleurs.



C'est là une préoccupation majeure des élus communistes et républicains qui œuvrent à tous les échelons pour l'amélioration au quotidien du système de soin public, privilégiant la santé de chacun, quelle que soit sa condition. Et ce contrairement à certaines voix de la majorité de la Communauté d'agglomération qui, du bout des lèvres, déplorent la situation actuelle de l'hôpital de Lens mais qui, dans le passé, ont acquiescé le projet pour 2022. Les élus communistes et républicains mettent tout en œuvre pour que notre système de proximité perdure dans le bassin minier qui a tant donné et qui mérite un autre traitement que celui qu'il subit aujourd'hui ou subira demain.

L'impertinent - Janvier 2018 - Harnes (62)
Expression du groupe « Pour Harnes, l'Humain d'Abord ! »
Directeur de publication : Jean-Marie FONTAINE
Ne pas jeter sur la voie publique

**POUR nous contacter ou nous rejoindre, nous soutenir dans notre action,
participer à la construction d'un nouveau projet pour HARNES,
nous aider financièrement en faisant un don,...**

RETOURNEZ-NOUS CE COUPON

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TELEPHONE : MAIL :

Coupon à transmettre à Jean-Marie FONTAINE - 15 RUE DE PICARDIE - HARNES
Contact : jm.fontaine@lhumaindabord-harnes.fr